

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Mont-de-marsan, le 9 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14/11/2025

Partie nominative

DRT Vielle-Saint-Girons
448, route de l'Océan
40560 Vielle-Saint-Girons

Affaire suivie par : BORDA Anthony
Téléphone : 0764446758
Courriel : anthony.borda@developpement-durable.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0005202016

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14/11/2025 de l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons implanté 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Anthony BORDA, UD 40-64, CRA40, inspecteur de l'environnement

| Rédacteur.rice | Vérificateur.rice n°1 | Approbateur.rice |
|---|--|---|
| L'inspecteur de l'environnement, <i>Validé le : 04/12/2025 11:20</i>  Anthony BORDA | Inspecteur de l'environnement <i>Validé le : 08/12/2025 12:18</i>  Boris GIBault | Le chef de la division Risques Accidentels <i>Validé le : 09/12/2025 14:05</i>  Cedric MONTASSIER |

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

M. EGELE - Directeur du site de DRT Vielle-Saint-Girons

M. LOUBERE - Responsable QHSE

M. ARRATE - Ingénieur Procédé Station Linder

M. MARCHESSEAU - Responsable énergie et utilités

M. DUCHATELLE, Responsable des services techniques

M. DOUET - Responsable de la maintenance opérationnelle

Le courriel d'échange avec l'administration est : stephane.loubere@dsm-firmenich.com

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/11/2025 de l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des actions correctives dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Alimentation en énergie et utilités associées (1)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 - Délai : 6 Mois
- **Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 - Délai : 3 Mois
- **Arrêts et mise en sécurité (3.a)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 - Délai : 3 Mois
- **Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 - Délai : 2 Mois

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Mont-de-marsan, le 9 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

DRT Vielle-Saint-Girons
448, route de l'Océan
40560 Vielle-Saint-Girons

Références :
Code AIOT : 0005202016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons implanté 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRT Vielle-Saint-Girons
- 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons
- Code AIOT : 0005202016 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

Créée en 1932 sur le site de Vielle Saint-Girons, la société « Les Dérivés Résiniques et Terpéniques » est spécialisée dans la valorisation des produits résineux (essence de térébenthine, colophane de gemme).

À partir de 1965, DRT ajoute à son activité la distillation du Tall Oil et de l'essence de papeterie.

Parallèlement, se développait la transformation de la colophane et des terpènes obtenus à partir de cette nouvelle matière première.

Les stations de production permettent la synthèse de résines, de terpènes et d'extraits végétaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Alimentation en énergie et utilités associées (1) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Demande d'action corrective | 6 Mois |
| 2 | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Demande d'action corrective | 3 Mois |
| 3 | Arrêts et mise en sécurité (3.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Demande d'action corrective | 3 Mois |
| 4 | Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Demande d'action corrective | 2 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 5 | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | |
| 6 | Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | |
| 7 | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 | |
| 8 | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 | |
| 9 | Plan d'action (6) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | |


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection thématique consacrée à la gestion de l'alimentation en énergie et aux dispositifs de secours électrique a été réalisée le 19 novembre 2025 sur le site DRT de Vielle-Saint-Girons. Les échanges ont confirmé la présence d'une architecture électrique bien dimensionnée en moyens de secours pour assurer la mise en sécurité des installations, mais ont mis en évidence plusieurs insuffisances de formalisation : absence d'analyse spécifique de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique dans l'étude de dangers, fiche réflexe « délestage » ne permettant pas d'identifier clairement les

utilités critiques et leur hiérarchisation, processus décisionnel en cas de coupure non formalisé, ainsi qu'un manque de protocole structuré pour les tests des groupes électrogènes. Les principales suites consistent à demander à l'exploitant de compléter l'étude de dangers, de mettre à jour la fiche réflexe, de préciser le processus décisionnel associé et de formaliser un protocole de test des groupes électrogènes, afin de garantir une maîtrise pleinement conforme des situations de perte d'alimentation électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Alimentation en énergie |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] |
| Constats : Le site de Vielle-Saint-Girons est alimenté en électricité par le réseau public ENEDIS en 20 kV depuis le poste-source de Linxe. À partir du poste de livraison, l'exploitant a présenté l'architecture de distribution électrique moyenne tension du site, décrite dans un schéma daté du 27 décembre 2011. Ce réseau interne 20 kV alimente quinze transformateurs 20 kV / 400 V implantés au plus près des ateliers (en pratique un transformateur par atelier). L'exploitant précise que l'architecture électrique présentée dans le plan du réseau moyenne tension en date du 27 décembre 2011 n'a pas été modifiée depuis. L'intégralité des besoins du site sont secourus par cinq groupes électrogènes. Le site ne dispose d'aucun système de stockage d'énergie sur batteries. En revanche, les systèmes de supervision des ateliers sont protégés contre les microcoupures par des onduleurs individuels, au nombre de vingt pour le site. Il est constaté que l'étude de dangers ne traite pas spécifiquement de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique ni ne présente, de manière dédiée, l'organisation et l'architecture de l'alimentation électrique du site. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient, à l'occasion de la prochaine mise à jour de l'étude de dangers, que l'exploitant intègre une analyse de la sensibilité du site à une perte d'alimentation électrique. Cette analyse devra notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- la description de l'architecture d'alimentation électrique du site ;- l'évaluation des conséquences potentielles d'une coupure d'alimentation ;- une évaluation de la sensibilité des utilités à cette perte d'alimentation, avec identification des équipements critiques devant être secourus en priorité afin de garantir la mise à l'arrêt en sécurité des installations. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 Mois |

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Stratégie en cas de perte d'utilité électrique |
| <p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a décrit en séance sa stratégie de gestion d'une perte d'alimentation électrique visant à assurer la mise en sécurité des installations et le maintien des utilités nécessaires au fonctionnement du site (air comprimé, refroidissement, protection incendie, vapeur).</p> <p>Chaque supervision d'atelier est protégée par un onduleur offrant une autonomie d'environ 20 minutes, délai suffisant pour permettre le démarrage des groupes électrogènes (déclenchement en cas de perte d'alimentation supérieure à 30 secondes) et leur couplage au réseau interne en moins d'une minute. Cette organisation est confirmée par le retour d'expérience, faisant état d'une coupure ENEDIS environ une fois par an.</p> <p>Le site dispose de cinq groupes électrogènes d'une puissance totale de 7 MW, dimensionnés pour assurer le fonctionnement nominal de l'installation (consommation moyenne : 3,3 MW) et, par conséquent, l'alimentation de l'ensemble des utilités du site. L'exploitant a ainsi fait le choix de disposer d'une capacité de secours permettant de couvrir un fonctionnement nominal moyen.</p> <p>En cas de coupure électrique prolongée du réseau ENEDIS, une procédure de délestage est prévue, mise en œuvre sous la forme d'une fiche réflexe « délestage électrique ». Celle-ci précise qu'un arrêt progressif des unités doit être réalisé au besoin afin de garantir la disponibilité électrique globale du site, en assurant une cohérence entre la puissance réellement disponible des groupes électrogènes lors de leur mise en service et les puissances de consommation de chaque unité. Il est par ailleurs indiqué que l'exploitant doit maintenir une marge de 650 kW nécessaire au démarrage des pompes incendie.</p> <p>Il apparaît toutefois que la fiche réflexe ne comporte pas d'analyse préalable et structurée des besoins du site en utilités à maintenir en priorité en cas de perte d'alimentation électrique, afin de garantir la mise à l'arrêt en conditions de sécurité des installations. Si un recensement des puissances nécessaires au fonctionnement de chaque atelier est bien présent dans la fiche réflexe, cette analyse ne permet pas d'identifier clairement les équipements critiques à secourir en premier lieu, via une hiérarchisation explicite des besoins en cas de perte électrique.</p> <p>Les principales fournitures d'utilités du site constituent des unités à part entière et sont clairement identifiables (unité de production d'azote, unité de compression, unité de production de vapeur, groupes froid, fluide thermique). Toutefois, certaines utilités essentielles (froid, vapeur) peuvent également être intégrées directement au sein des unités de production.</p> <p>La fiche réflexe ne spécifie pas les effets induits sur les utilités ni ne présente la sensibilité de celles-ci à une perte d'alimentation électrique. Par ailleurs, aucune formalisation de la hiérarchisation des besoins du site en matière de fourniture électrique n'est établie.</p> <p>Une évaluation plus approfondie des besoins en utilités apparaît donc nécessaire afin de déterminer, unité par unité, les besoins minimaux indispensables au bon déroulement de la mise à l'arrêt.</p> |

L'exploitant a rappelé en séance que l'objectif principal, en cas de coupure prolongée, demeure la mise à l'arrêt en conditions de sécurité des installations.

Par sondage, l'Inspection a examiné la situation d'une perte d'alimentation électrique principale au niveau de l'unité Linder. Une coupure électrique au niveau de cette installation entraînerait la mise en repli automatique de l'atelier. L'exploitant dispose pour chaque procédé d'une grille de repli prédimensionnant la configuration du site en cas de perte d'alimentation électrique en position de sécurité et d'identifier, à partir de cet état, les actions de mise à l'arrêt associées à mener. Pour l'unité Linder, celles-ci font l'objet d'une consigne d'exploitation spécifique (Consigne « arrêt du Linder avec déconcentration », mode opératoire n° 7 du 13/08/2025), qui prévoit notamment la recombinaison des différentes coupes de distillation dans un équipement dédié (BL 200), la vidange des colonnes et le nettoyage des tuyauteries pour éviter la prise en masse des produits visqueux susceptibles de figer ; cette opération dure environ cinq heures.

L'alimentation électrique de secours peut théoriquement être assurée pendant 73 heures, sur la base d'une puissance moyenne consommée par le site de 3,3 MW, et permet ainsi d'assurer la mise à l'arrêt de l'installation Linder dans des conditions satisfaisantes.

L'exploitant dispose en outre d'un contact d'urgence téléphonique avec son fournisseur, disponible 24h/24 pour avoir connaissance de la situation occasionnant la perte d'électricité du réseau et avoir connaissance du délai de rétablissement de l'électricité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant mette à jour la fiche réflexe « délestage électrique » afin qu'elle décrive de manière exhaustive les actions à mener en cas de perte d'alimentation électrique. À cet effet, la fiche devra présenter l'ensemble des équipements vulnérables nécessitant d'être secourus lors du basculement du site sur le groupe électrogène, préciser les besoins de puissance associés et définir les conditions nécessaires au maintien en sécurité des installations. Cette mise à jour devra s'appuyer, pour chaque unité, sur la définition des besoins réels en utilités nécessaires à une mise à l'arrêt en conditions de sécurité (air comprimé, vapeur, refroidissement, azote, etc.), sur la réalisation d'une analyse de la sensibilité de ces utilités à une perte d'alimentation électrique, en précisant pour chacune leurs consommations minimales, les effets induits et les conditions nécessaires au maintien en sécurité des installations, ainsi que sur l'établissement d'une hiérarchisation des équipements et utilités à secourir en priorité. A l'issue de cette analyse, l'exploitant met en œuvre les câblages électriques permettant de secourir les équipements vulnérables lorsque l'alimentation électrique du site est basculée sur le groupe électrogène.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] |
| Constats : Selon l'exploitant, la stratégie appliquée en cas de coupure de courant prolongée repose sur l'arrêt des unités de production. Une stratégie de gestion des moyens électriques est formalisée dans la procédure de délestage, laquelle définit les postes de consommation électrique et précise qu'un délestage des unités de production d'au moins 650 kW doit être réalisé afin de garantir le démarrage des pompes incendie en situation accidentelle. La fiche réflexe prévoit par ailleurs que, lors d'une coupure électrique, les groupes électrogènes assurent la continuité des alimentations nécessaires à la mise à l'arrêt des installations. Il est toutefois constaté que le processus décisionnel à appliquer selon la typologie de perte d'alimentation électrique (coupure brève, prolongée, perte partielle ou totale) n'est pas clairement formalisé dans la fiche réflexe actuelle. Les critères déclenchant les différentes actions de mise en sécurité, de délestage, d'arrêt total des unités ou de maintien éventuel de certaines fonctions ne sont pas explicitement définis. En conséquence, il convient que l'exploitant complète la fiche réflexe dédiée à la perte d'alimentation électrique afin d'y formaliser clairement le processus décisionnel associé, en distinguant les actions à engager selon la nature, l'étendue et la durée de la perte d'alimentation électrique. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant complète la fiche réflexe dédiée à la perte d'alimentation électrique afin d'y intégrer clairement le processus décisionnel applicable selon les différentes typologies de perte d'alimentation (brève, prolongée, partielle ou totale). Cette mise à jour devra préciser les critères déclenchant les actions de délestage, de mise en sécurité, d'arrêt des unités ou de maintien éventuel de certaines fonctions, en cohérence avec la procédure de délestage existante. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 Mois |

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité |
| <p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;-l'obligation du “ permis d'intervention ” prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. » |
| <p>Constats : Par sondage, l'examen a porté sur le scénario de perte d'alimentation électrique de l'installation Linder.</p> |

Interrogé sur les délais de montée en charge et de couplage des groupes électrogènes nécessaires à l'alimentation de secours, l'exploitant indique qu'au regard du retour d'expérience, ces opérations sont réalisées en 1 minute lorsque qu'une coupure du réseau électrique ENEDIS dépasse 30 secondes. Ce retour d'expérience repose sur des aléas techniques du réseau, dont la fréquence est estimée par l'exploitant à un événement par an.

Les essais de fonctionnement des groupes électrogènes, incluant pour certains des tests de couplage, sont effectués au minimum tous les deux mois et consignés dans un registre dédié.

L'alimentation électrique assurée par les générateurs (7 MW) permet théoriquement de couvrir l'ensemble des besoins du site pendant 73 heures, sur la base d'une puissance moyenne consommée de 3,3 MW.

En cas de décision de délestage du réseau interne impliquant l'arrêt de l'installation Linder, l'exploitant indique que la puissance fournie par les groupes électrogènes serait suffisante pour assurer les besoins énergétiques liés au passage en position de repli puis à la mise à l'arrêt complète de l'installation. La durée nécessaire à ces opérations est estimée à environ cinq heures.

Les rapports des tests des groupes électrogènes se limitent à l'enregistrement des paramètres mesurés et à leur comparaison aux critères de validité, sans qu'un protocole de réalisation des essais ne soit formalisé. Par ailleurs, aucune documentation ne précise la périodicité applicable ni la nature des tests à réaliser (essai en charge, à vide ou essai de couplage), alors même que les essais sont effectués a minima tous les deux mois.

Il convient que l'exploitant formalise un protocole de test des groupes électrogènes, précisant la périodicité retenue, le déroulement des essais et la nature des tests à conduire. Bien que les essais soient actuellement réalisés et enregistrés, cette formalisation est nécessaire afin d'en garantir la traçabilité, la reproductibilité et la cohérence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant formalise un protocole de test des groupes électrogènes, précisant la périodicité retenue, le déroulement des essais et la nature des tests à conduire.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois


N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en sécurité |
| <p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors d'une situation de perte d'alimentation électrique au niveau du site, l'exploitant fonde la pérennité de la mise en sécurité des installations sur la mise à l'arrêt contrôlée des unités ainsi que sur la fiabilité des groupes électrogènes. En cas d'arrêt d'urgence de l'unité Linder ou de décision de délestage, l'installation se positionne en repli et la supervision demeure maintenue grâce à l'alimentation secourue, garantissant la continuité du pilotage des fonctions essentielles.</p> <p>Par ailleurs, le site dispose d'un dispositif de surveillance permettant de détecter la perte d'alimentation électrique et le basculement en alimentation de secours. Sur le poste de supervision de la Station Centrale/Utilités, une vue dédiée « Groupes électrogènes » permet de visualiser en temps réel l'état des machines ; l'allumage d'un voyant vert par groupe électrogène confirme leur démarrage et leur prise de charge.</p> <p>Les réserves en carburant des groupes électrogènes apparaissent suffisantes et permettraient de maintenir le fonctionnement nominal du site pendant environ 73 heures, avant qu'il ne soit nécessaire de mettre en place une logistique de réapprovisionnement.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Dispositifs de secours électrique |
| <p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il est constaté la présence de cinq groupes électrogènes, d'une puissance cumulée de 7 MW, permettant de maintenir l'alimentation électrique du site pendant environ 73 heures, pour une consommation estimée à 28 m³ de carburant par jour.</p> <p>Au sein de l'installation Linder, il est également constaté la présence d'un onduleur assurant le maintien de l'alimentation électrique de la supervision pendant environ 20 minutes, durée suffisante pour couvrir la période de bascule et permettre le démarrage des groupes électrogènes de secours en cas de perte d'alimentation électrique du site.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Dispositifs de secours électrique |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. » |
| Constats : Selon les éléments communiqués par l'exploitant, l'ensemble des MMR du site sont dimensionnées pour se positionner en sécurité en cas de perte d'alimentation électrique, y compris en situation de perte d'air comprimé. Le maintien de l'alimentation de la supervision est assuré par les dispositifs de secours. Plus généralement, l'exploitant a mené une analyse de la position de repli des installations, matérialisée par une grille de repli définissant l'état d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de chaque unité. À partir de cet état de repli, l'exploitant dispose d'une procédure de mise à l'arrêt permettant de prévenir toute dégradation de l'outil industriel et de garantir un redémarrage rapide et maîtrisé de l'installation dès le rétablissement de l'alimentation électrique principale. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Maintenance et test |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. » |
| Constats : La maintenance des onduleurs est assurée par un prestataire spécialisé dans la maintenance des onduleurs (Socomec). Une vérification annuelle des 20 onduleurs est réalisée, le dernier contrôle datant du 10/10/2025. Ces interventions conduisent à la mise à jour d'un plan de remplacement préventif des composants jusqu'en 2034, couvrant notamment les batteries, les composants chimiques, les cartes d'alimentation, les ventilateurs et les condensateurs. La maintenance des groupes électrogènes est réalisée par un prestataire spécialisé (Gascogne Energelec) et porte à la fois sur les parties mécanique et électrique. Une intervention annuelle est effectuée, et le dernier contrôle du 16/09/2025 n'a révélé aucun défaut de fonctionnement des groupes électrogènes. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 9 : Plan d'action (6)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025 - Mise en conformité |
| Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 » |
| Constats : L'exploitant indique ne pas avoir identifié la nécessité de mettre en œuvre un plan d'actions visant à mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |